

**Allocution de Monsieur Teva ROHFRIETSCH,
Vice-président de la Polynésie française,**

**Assemblée générale des Nations Unies
4^{ème} Commission
New York**

Mardi 8 octobre 2019

« Question de la Polynésie française »

Honorables membres de la commission, recevez mes sincères et chaleureuses salutations. Iaorana.

Lors des élections territoriales du mois de Mai 2018 en Polynésie française, 77% des Polynésiens se sont exprimés en faveur des listes électorales qui défendent en premier lieu, le maintien de la Polynésie française au sein de la République française. Par leur vote, les polynésiens ont non seulement voulu donner une large majorité au gouvernement de notre Pays mais aussi délivrer un message clair aux partis politiques en courses : il n'est pas question de rompre les liens qui unissent la Polynésie à la République française.

Nous ne sommes pas ici pour juger l'Histoire, ni le jeu passé des grandes puissances au temps des grandes explorations, mais vous parler simplement de notre vie concrète aujourd'hui en Polynésie. La présence de la France aux côtés des Polynésiens est une chance pour faire face aux défis que posent notre géographie, notre isolement et notre éparpillement de petites unités de vie sur une superficie aussi vaste que l'Europe. Imaginez seulement ce que serait l'Europe si elle n'était peuplée que de 270 000 habitants ? A l'inverse imaginez les défis colossaux voire insurmontable, insolubles, qui se poseraient à 270 000 européens répartis sur un aussi vaste territoire océanique. C'est pourtant bien en ces termes que se posent les enjeux de l'administration, de la gestion, du gouvernement et du développement, les enjeux de vie de nos populations de Polynésie française, sur ses 118 îles réparties sur 5,5 millions de km².

Cette présence historique bienveillante, sécurisante est encore plus précieuse en cette période où la déraison humaine, en particulier celle des grands pays industriels de ce monde, provoque des bouleversements climatiques dont personne ne maîtrise à ce jour l'ampleur, ni le rythme. Quand bien même les rencontres internationales se succèdent voire s'intensifient depuis les accords de Paris sur le Climat, les résolutions draconiennes qui devraient s'imposer ne se concrétisent pas. On débat dans les grandes villes du monde du niveau de réchauffement climatique acceptable quand nous nous désespérons de trouver des solutions concrètes face à la montée des eaux et l'acidification de nos lagons, le péril de nos lieux de vie, de notre garde manger.

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs » disait le défunt Président Jacques Chirac au Sommet de la Terre en 2002 et le monde n'a jamais su depuis ralentir cette frénésie dévastatrice qui engage notre humanité toute entière à subir de graves conséquences sur notre existence. Que deviendrons-nos îles polynésiennes et françaises et quelle valeur attribuer à ces débats artificiels sur la décolonisation de la Polynésie, lorsque nos îles seront englouties par la montée des océans ? Vaut-il mieux couler seul ou à plusieurs ? Est-ce en ces termes cyniques que l'on chercherait à éluder les vrais sujets de fonds pour nos îles du Pacifique en parlant en 2019 de sujets qui n'intéressent pas les Polynésiens ? Ne sommes-nous pas dans ce débat en train de regarder ailleurs alors que les problèmes ne se posent pas en ces termes dans notre Pays et dans l'esprit de la très large majorité des Polynésiens ?

Le syndrome de Stockholm n'a rien à voir avec l'appel que nous lançons aujourd'hui, je suis membre du gouvernement, élu à l'assemblée de Polynésie française et j'accompagne le Président élu légitimement et démocratiquement par les Polynésiens. L'appel que nous lançons est celui de la raison, du droit et du respect des libertés fondamentales, l'appel issu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dont les fondements reposent sur la démocratie et donc le respect du vote des Polynésiens. Ceux-ci ont très largement rejeté l'idée d'une séparation avec la République française. Nous vous demandons de leur reconnaître aussi ce droit fondamental.

Mauruuru merci de votre attention.